Le côté obscur de la force

L'unité nationale, victime collatérale de la « nation guerrière » de Stephen Harper ?

David Morin

Volume 44, numéro 3, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021130ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021130ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morin, D. (2013). Le côté obscur de la force : l'unité nationale, victime collatérale de la « nation guerrière » de Stephen Harper ? *Études internationales*, 44(3), 427–452. <https://doi.org/10.7202/1021130ar>

Résumé de l'article

Historiquement, l'usage de la force armée constitue une source de division au sein de la société canadienne, où plusieurs conceptions s'opposent. Parmi celles-ci, la conception militariste de la « nation guerrière » et sa diplomatie robuste ont gagné en vitalité depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 2006. Au cœur de la stratégie conservatrice pour substituer à l'identité internationaliste (libérale) du Canada les fondements d'un nouveau « parti de gouvernement naturel », ce discours militariste tranche avec l'approche habituellement prudente des gouvernements précédents sur la question depuis un demi-siècle. Loin de contribuer à rallier la société canadienne, ce virage révèle et exacerbe les tensions au pays, faisant au passage une victime collatérale de premier ordre : l'unité nationale.

Le côté obscur de la force

L'unité nationale, victime collatérale de la « nation guerrière » de Stephen Harper ?

David MORIN*

RÉSUMÉ : *Historiquement, l'usage de la force armée constitue une source de division au sein de la société canadienne, où plusieurs conceptions s'opposent. Parmi celles-ci, la conception militariste de la « nation guerrière » et sa diplomatie robuste ont gagné en vitalité depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 2006. Au cœur de la stratégie conservatrice pour substituer à l'identité internationaliste (libérale) du Canada les fondements d'un nouveau « parti de gouvernement naturel », ce discours militariste tranche avec l'approche habituellement prudente des gouvernements précédents sur la question depuis un demi-siècle. Loin de contribuer à rallier la société canadienne, ce virage révèle et exacerbe les tensions au pays, faisant au passage une victime collatérale de premier ordre : l'unité nationale.*

Mots-clés : politique étrangère canadienne, force armée, unité nationale, Stephen Harper

ABSTRACT : *Historically, the use of armed force constitutes a source of division within Canadian society in which several conceptions oppose one another. Among them, the militarist conception of the “warrior nation” and its robust diplomacy have gained in strength since the coming to power of the Conservatives in 2006. At the heart of the conservative strategy to replace Canada's internationalist (Liberal) identity with the foundation of a “natural governing party”, this militarist discourse breaks with the generally cautious approach of preceding governments over the last half-century. This being so, this change, far from contributing to rally Canadian society, reveals and exacerbates the tensions within the country, with the result that national unity becomes a collateral victim of the first order.*

Keywords : Canadian foreign policy, armed forces, national unity, Stephen Harper

RESUMEN : *Históricamente, el uso de la fuerza armada ha constituido una fuente de división en el seno de la sociedad canadiense, donde distintas concepciones militaristas se oponen. Entre ellas, la concepción de la « nación guerrera » y la de la diplomacia robusta han sido adoptadas con vehemencia desde que los conservadores llegaron al poder en 2006. En el corazón de la estrategia conservadora para substituir la de la identidad internacional (liberal) de Canadá, los fundamentos de un nuevo “natural*

* L'auteur est professeur adjoint à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke. Il remercie Jérémie Cornut, Jocelyn Coulon et Alain Brisebois, ainsi que l'évaluateur anonyme de la revue *Études internationales*, pour leurs commentaires sur une version antérieure de ce texte. Cette recherche a été en partie rendue possible par une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

ruling party", un discurso militarista contrasta con el enfoque cauteloso de los gobiernos precedentes desde hace medio siglo. Este viraje, lejos de contribuir a unir a la sociedad canadiense, revela y exagera las tensiones dentro del país y provoca una víctima colateral de primer orden: la unidad nacional.

Palabras clave: politica exterior canadiense, fuerza armada, unidad nacional, Stephen Harper

« L'énergie d'un Jedi émane de la Force. Mais méfie-toi du côté obscur », énonçait en guise d'avertissement le maître Yoda à son jeune disciple dans l'épopée Star Wars. Cette mise en garde siérait tout à fait aux dirigeants canadiens lorsqu'il s'agit de recourir à la force armée depuis près d'un siècle. En effet, de la guerre des Boers à la récente mission en Afghanistan, en passant par deux crises de la conscription, l'usage de la force militaire constitue régulièrement une source de division au sein de la société canadienne. Certains mythes généralement associés à l'internationalisme libéral – tels le « paisible royaume », le champion du maintien de la paix ou le médiateur international – ont toutefois contribué à construire une image plutôt pacifiée de l'usage de la force au Canada, à laquelle nombre de citoyens aiment désormais s'identifier (Massie et Roussel 2008). Dans ce contexte, le ton adopté par le gouvernement Harper, lors du premier discours du Trône en 2006, pouvait surprendre, tant il tranchait avec l'approche habituellement prudente de ses prédécesseurs sur la question : « *The Government will support a more robust diplomatic role for Canada, a stronger military* ». Si le terme « *robust* » pouvait alors prêter à confusion¹, sept ans plus tard le virage musclé du gouvernement Harper a pris forme. En juin 2012, dans le *National Post*, trois ministres conservateurs s'enorgueillissaient précisément de l'appui de leur gouvernement à l'armée (MacKay *et al.* 2012). Si le réinvestissement en défense s'est heurté depuis au mur de la rigueur fiscale, la rhétorique militariste décomplexée, la célébration enthousiaste de l'histoire militaire du pays et la participation volontariste à deux guerres ont alimenté l'image d'un « nouveau militarisme » canadien (Engler 2012 ; Robinson 2011).

Plusieurs dénoncent ce qu'ils interprètent comme la tentative du gouvernement conservateur de redéfinir l'identité du Canada en tant que « nation guerrière » (McKay et Swift 2012). D'autres, faisant écho aux critiques émises à l'époque par Diefenbaker, saluent ce qu'ils considèrent comme un juste retour à la tradition et au rôle militaires du pays (Cooper 2009 ; Granatstein 2007). Plusieurs, enfin, y voient surtout un discours de façade guidé par une stratégie électorale (Nossal 2013). Plus rares sont ceux qui s'attardent sur le sens que revêt ce « virage » militariste pour la société canadienne et, plus particulièrement, sur ses effets potentiels sur l'unité du pays. Pourtant, la question est loin d'être saugrenue, à l'heure où le premier ministre Harper se pose en défenseur de l'unité nationale, se targuant notamment d'avoir fait reculer le mouvement séparatiste au Québec grâce à son « fédéralisme d'ouverture » (Bellevance 2011b). Or, loin de faire consensus, ce discours militariste révèle une division

1. La traduction officielle était : « Le gouvernement fera en sorte que le Canada joue un rôle diplomatique plus prépondérant. »

réelle – passée sous silence par les gouvernements libéraux successifs depuis Trudeau – au sein de la société canadienne quant à l’usage de la force armée et à son lien avec l’unité nationale.

La principale hypothèse de cet article est celle du dommage collatéral. L’unité nationale serait victime de l’ambition des conservateurs de se muer en « parti de gouvernement naturel » (Nossal 2013), ce qui implique une déconstruction de l’identité internationaliste (libérale) et des mythes qui y sont associés, et son remplacement par une autre identité ou philosophie (conservatrice) reposant entre autres sur une conception militariste de la force armée. L’ambition de ce texte n’est pas de comparer point par point les politiques du gouvernement Harper à celles, largement étudiées, de ses prédécesseurs, mais plutôt d’en analyser les fondements, la mise en œuvre et la portée au regard de l’unité nationale. Pour ce faire, nous avons étudié les programmes électoraux et discours des conservateurs, identifié certaines de leurs principales actions et mis tout cela en perspective avec les attitudes au sein de la société canadienne, notamment par l’examen des sondages d’opinion. Ainsi, sans préjuger du bien-fondé ni du succès de ce processus de militarisation, ce texte conclut à un retour du « côté obscur de la force », c’est-à-dire une sorte de réminiscence (au moins partielle) de l’époque où l’usage de la force constituait une source de division et non un point de convergence (certes relative) au sein de la société. L’analyse est divisée en trois parties. Elle revient d’abord sur la conceptualisation de la relation entre l’usage de la force armée, l’identité et l’unité nationale au Canada et les différentes conceptions au sein de la société canadienne. Ensuite, nous nous attarderons sur les formes que revêt l’approche militariste du gouvernement Harper. Finalement, nous analyserons les conséquences de ce virage au regard de l’unité nationale.

I – Force armée, identité et unité nationale : les liaisons dangereuses

La question de la place et du rôle de la force armée – et tout particulièrement la participation à un conflit – constitue un enjeu majeur pour un gouvernement et, dans une certaine mesure, pour une société. « La décision d’entrer en guerre est une de celles qui définissent une nation, à la fois au regard du monde et, peut-être plus encore, à son propre regard. [I]l n’y a pas d’affaire plus sérieuse pour le gouvernement d’une nation, pas de mesure plus précise de la nature des dirigeants d’un pays », écrivait le journaliste Bob Woodward dans son ouvrage *Chefs de guerre* (Woodward 2003 : 14). Si la participation à une intervention militaire constitue la manifestation paroxystique de la force armée, cette dernière s’exprime dans d’autres champs d’action. En introduction, les définitions de Vagts et de Enloe désignent plus généralement un système de pensée et de valeurs à l’égard de la place de l’institution militaire, qui s’étend aux espaces à la fois politique, institutionnel, culturel et économique comme autant de mesures de la nature du militarisme et du degré de militarisation au sein d’une société. Comme le rappelle Cornut, la manière dont ces dimensions sont interpellées est parfois théorisée à travers le concept de culture stratégique et ses multiples incarnations dans la littérature académique (Roussel et Morin 2007). Si certains

auteurs considèrent l'internationalisme comme la culture stratégique dominante (Roussel 2007 ; Smith et Turenne Sjolander 2013), la plupart s'entendent pour dire qu'il n'y a pas une mais plusieurs cultures stratégiques au Canada (Massie 2008 ; Mérand et Vandemoortele 2009 ; Haglund 2005).

Le concept d'unité nationale renvoie, pour sa part, à la construction imaginée d'une nation, selon la formule d'Anderson, aux valeurs qui la fondent et aux luttes qui la sous-tendent. Dans cette perspective, l'unité nationale n'est ni bonne ni mauvaise. Elle doit se comprendre comme un processus politique en constante évolution visant à définir la nation et l'identité canadiennes, à travers des valeurs, des principes et des objectifs communs. L'unité nationale est avant tout un objet de luttes pour définir et redéfinir l'identité nationale et le vouloir-vivre ensemble. Or, force est de constater la « difficulté perpétuelle du Canada à définir un but national commun » (Thompsen et Hynek 2006). Parmi les principes de vision et de division au sein de la société canadienne, la relation entre minorité francophone (souvent assimilée au Québec) et majorité anglophone (*rest of Canada*) et la confrontation entre fédéralisme et séparatisme monopolisent, dans une large mesure, les débats (McRoberts 1997). L'unité nationale ne se réduit pourtant pas à la question du séparatisme québécois (Holloway 2006 : 177). Les revendications des peuples autochtones, le régionalisme alimentant le débat entre centralisateurs et provincialistes, la place de la monarchie, le sentiment d'aliénation de l'Ouest ou les questions de genre constituent autant de défis à la cohésion de la société canadienne. Le présent article considère l'unité nationale sous l'angle de la question québécoise, mais aussi des divisions plus larges traversant le Canada, afin de situer la conception conservatrice à l'égard de la force armée dans l'ensemble de la société canadienne et son impact sur la convergence des valeurs à l'échelle du pays.

Comment conceptualiser le lien entre usage de la force armée et unité nationale ? La relation entre les deux ne peut se comprendre sans référence aux notions d'identité et de culture, qui occupent une place croissante en Relations internationales avec le tournant constructiviste, auquel n'échappe pas la politique étrangère canadienne (Haglund 2009). Paul Kowert distingue l'identité interne, qui renvoie à la cohésion et à l'unité d'un État-nation, et l'identité externe, qui correspond au caractère distinct d'un État sur la scène internationale (Kowert 1999). L'usage de la force armée est au cœur de cette double identification et du processus d'unité nationale dans la constitution de l'État en tant que nation (Holsti 1990). À l'intérieur, la monopolisation (légitime ou non) de la violence et son institutionnalisation par les gouvernants au nom de la protection des populations ont pour effet d'imposer des formes de discipline et d'unification au sein de la société (Tilly 2000). Au Canada, l'expérience de la force armée est d'abord celle, occultée, de la violence intérieure. De la Rébellion de 1837-1838, jusqu'aux crises d'octobre (1970) et d'Oka (1990) en passant par la révolte des Métis (1885) et les crises de la conscription de 1917-1918 et 1940-1942, l'utilisation de la force armée a été source d'imposition de l'unité au pays. À l'extérieur, la participation de l'État à la guerre est une source potentielle de cohésion nationale face à un ennemi extérieur. « L'État fait la guerre et la guerre

fait l'État », résume ainsi Charles Tilly. Le militarisme peut avoir une fonction de ciment national. Comme le souligne Cornut, cette relation triangulaire se retrouve sous le phénomène du patriotisme et le modèle conceptuel du « ralliement autour du drapeau ». L'écho de cette interprétation peut sembler de prime abord plus faible dans un État comme le Canada, dont le caractère multinational et le faible potentiel d'agression militaire directe paraissent moins propices à un patriotisme exacerbé. Sans être totalement fausse, cette image d'Épinal n'en est pas moins réductrice. La société canadienne est divisée et entretient une relation ambiguë sur la question. Au moins trois conceptions distinctes de la relation entre force armée, identité et unité nationale y coexistent.

Une première conception fait montre d'un scepticisme sinon d'un rejet à l'endroit de la force armée. Teintée d'antimilitarisme, d'anti-impérialisme ou de pacifisme, cette position hétérogène est à l'origine des premières crises importantes d'unité nationale au Canada. Le clivage entre Canadiens français et Canadiens anglais a ainsi mis l'unité du pays à rude épreuve à plusieurs reprises (Nossal, Roussel et Paquin 2007 : 176-179). Cette conception sceptique ne se limite pas au Québec et continue de s'exprimer régulièrement, comme lors des manifestations contre la guerre en Irak en 2003 ou la mission canadienne en Afghanistan. Elle a toutefois été court-circuitée et en partie réappropriée sous une autre forme avec l'essor d'une seconde conception, désormais élevée au rang de culture stratégique dominante : l'internationalisme (Smith et Turenne Sjolander, 2013 ; Nossal, Roussel et Paquin, 2007 : 254-263). Privilégiant la diplomatie et le règlement pacifique des différends, celle-ci préconise un usage bienveillant de la force armée au service de la paix dans le monde et des institutions internationales qui en ont la responsabilité. C'est ainsi que se consolident progressivement le récit pacifié du Canada et les images du « paisible royaume », du champion du maintien de la paix ou du médiateur (Massie et Roussel 2007). Cette conception redéfinit, dans le même temps, son rapport à l'unité nationale qui se résume au principe de précaution énoncé par Louis Saint-Laurent : « Le premier principe général [...] est que notre politique étrangère ne doit pas détruire l'unité nationale. » Ces mythes ont ainsi pour fonction de renforcer l'unité nationale autour de référents historiques et identitaires communs et de valeurs positives, auxquels la communauté politique canadienne peut s'identifier (Massie et Roussel 2008 : 83-85). L'ancien ministre libéral des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, admettait ainsi volontiers que la promotion du concept de sécurité humaine auprès de la jeunesse québécoise avait aussi pour objectif de renforcer l'unité nationale (Axworthy 2004 : 58-59). Dans cette perspective, qu'elle soit explicative ou instrumentale, l'unité nationale occupe une place centrale dans la relation entre l'usage (pacifié) de la force et l'identité (internationaliste) du Canada. C'est contre cette double dimension qu'une troisième conception se dresse pour proposer une vision radicalement divergente.

Une troisième conception peut être qualifiée de « militariste ». Si elle n'est pas nouvelle, comme le rappelle Cornut, cette conception a été réactualisée depuis les années 1990. On la retrouve dans divers pans de la société et des élites, notamment mais pas seulement à l'Ouest (Dorion-Soulié 2013 ; Boerger 2007).

D'une part, elle promet une vision décomplexée du recours à la force armée qui met en récit le Canada en tant que nation militaire, voire guerrière. D'autre part, elle entretient un discours de rupture, plus ou moins assumé, entre l'unité nationale, le recours à la force et, plus généralement, l'identité canadienne. Rejetant le récit du « paisible royaume », la conception militariste lui substitue celui de la « nation guerrière » avec une identité militaire forte. Elle rappelle ainsi que le Canada a participé, comme dominion puis comme État indépendant, à la plupart des conflits internationaux du 20^e siècle. L'argument va toutefois au-delà du rétablissement de cette « vérité » historique et propose une vision autre de l'usage de la force. Accusant, à l'instar de Diefenbaker dans les années 1960, les internationalistes (libéraux) d'avoir « tué » l'histoire et l'armée canadiennes (Granatstein 1999) et réduit l'influence du pays sur la scène internationale (Cohen 2004 ; Rempel 2006), les tenants de la nation guerrière entendent redorer le blason de l'institution militaire et replacer celle-ci au cœur de la politique canadienne, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Sceptiques vis-à-vis du multilatéralisme et insistant sur la dangerosité du monde, ils s'inscrivent dans une logique réaliste qui privilégie la puissance militaire comme moyen du leadership canadien sur la scène internationale (Boerger 2007 ; Bercuson 2003). En témoigne leur charge à l'égard des Casques bleus comparés à des « boys scouts » (Bercuson 2001) et leur plaidoyer pour que le militaire canadien soit « un soldat avant tout », selon le titre évocateur de l'autobiographie de l'ancien chef d'état-major de la défense (Hillier 2009 ; Fitzsimmons 2008-2009).

Or, au cœur de cette conception se niche une relation ambivalente à l'égard de l'unité nationale. L'attachement (absolu pour certains, plus relatif pour d'autres) à l'unité canadienne se heurte à l'argument d'une indispensable rupture entre celle-ci et la politique étrangère. Sur le plan théorique, cette distinction radicale entre politiques intérieure et extérieure se trouve au cœur du discours normatif du Réalisme. Au Canada, cette idée renvoie aussi au rejet de l'influence présumée de l'unité nationale sur les décisions de politique étrangère. Pour certains, l'unité nationale est perçue comme un mythe, voire une « fraude » politique utilisée par Ottawa pour légitimer ses décisions et ses actions au nom de l'identité canadienne (Bercuson et Cooper 1991 et 1994). Le discours internationaliste est accusé d'avoir détruit les capacités militaires du pays et perverti sa vraie identité (militaire) au nom de l'unité nationale. Si l'Est dans son ensemble est visé, le Québec « pacifique » constitue une cible privilégiée en raison de son influence jugée excessive et mauvaise sur la politique étrangère (Cooper 2009 ; Granatstein 2007 ; Massie, Boucher et Roussel 2010 ; Haglund et Massie 2013). La conception militariste est ainsi animée, à différents degrés, par un sentiment de revanche à l'égard de l'unité nationale dans l'usage de la force armée.

II – Redéfinir l'identité canadienne : la nation guerrière et sa diplomatie robuste

Dès le premier discours du Trône en 2006 et sa référence à la diplomatie robuste, le gouvernement conservateur amorçait une « contre-révolution

diplomatique » à l'égard du principe de précaution entourant l'usage de la force depuis près d'un demi-siècle (Chapnick 2011-2012). Cinq ans plus tard, lors de la convention du Parti conservateur, Stephen Harper donne corps à cette révolution en posant les principes de son action internationale : le Canada comme « guerrier courageux », « voisin compatissant » et « partenaire de confiance » (Harper 2011a).

A — La « nation guerrière » à l'assaut du « paisible royaume »

Depuis 2006, le gouvernement Harper a entrepris la promotion, à marche forcée, des racines et de l'histoire militaires du Canada, avec une exaltation patriotique qu'on ne connaissait pas à ses prédécesseurs libéraux (McKay et Swift 2012). Dans la continuité des deux précédents programmes électoraux conservateurs, celui de 2011 promettait de « promouvoir l'histoire [du] pays et encourager le patriotisme canadien » (Parti conservateur du Canada 2011, 2008 et 2006). Comme dans tous les discours du Trône sous son gouvernement, mais avec une verve particulière, Harper établissait dans celui de 2008 un lien filial entre la participation du Canada à la guerre et son identité en tant que nation... pacifique !

Dans une guerre qui prit fin il y a quatre-vingt-dix ans [...], notre jeune pays parvenait à maturité sur les champs de bataille. [...] C'est grâce aux réalisations de ces générations [...] que le Canada est devenu l'une des nations les plus pacifiques et les plus prospères du monde (Gouvernement du Canada 2008).

Dans une entrevue accordée à *Maclean's* en 2011, Stephen Harper réaffirmait les origines militaires de la nation guerrière :

[...] en fait, le Canada est fier de son histoire militaire qui commence avec la guerre de 1812, qui a principalement jeté les bases de notre sentiment d'identité nationale. [...] Nous nous sommes toujours engagés fermement du bon côté de conflits majeurs qui ont modelé le monde dans lequel nous vivons [...] Bien franchement, malgré l'ambivalence de certains gouvernements libéraux à cet égard, le Canada a maintenu cet engagement du début à la fin. Je ne rejette pas le maintien de la paix, et je ne rejette pas l'aide extérieure, [...] mais les vrais moments où se définissent un pays et le monde sont les grands conflits, car tout est alors remis en question. On prend position et on montre qu'on peut soutenir la bonne cause².

Selon ses propos, la guerre et son appartenance au « bon » camp ont façonné l'identité du Canada. Harper, ainsi, oppose et substitue, comme fondement de l'identité nationale, le récit (conservateur) de la « nation guerrière »

2. [...] in fact Canada has a proud military history, beginning with the War of 1812 that essentially began to establish our sense of national identity. [...] We've been consistently involved on the right side of important conflicts that have shaped the world in which we live [...] In spite of, quite frankly, the ambivalence of some Liberal governments toward that, Canada, in fact, remained engaged in that from the beginning to the very end. I'm not dismissing peacekeeping, and I'm not dismissing foreign aid [...] but the real defining moments for the country and for the world are those big conflicts where everything's at stake and where you take a side and show you can contribute to the right side (Whyte 2011).

à celui (libéral) du « paisible royaume » réduit ici au maintien de la paix et au développement. « Nous avons une fière tradition militaire de protéger le Canada et de préserver la liberté et la démocratie », précise le *guide d'accueil pour les immigrants*, révisé en 2010 puis en 2013 et renforcé au rayon du patriotisme et de l'histoire militaires (De Grandpré 2013). Sur la trentaine d'illustrations dans la section sur « l'histoire du Canada », vingt représentent des événements ou figures militaires, alors qu'on ne trouvait pas un soldat dans la version antérieure (McKay et Swift 2012 :15). Le gouvernement encourage aussi les célébrations militaires, dont le jour du Souvenir et le bicentenaire de la guerre de 1812 (voir l'article de Dorion-Soulié et Roussel dans ce numéro), de même que la présence de militaires en uniforme lors des cérémonies d'assermentation des citoyens canadiens. Dans la tradition internationaliste, mais avec une vision opposée, le gouvernement Harper instrumentalise ou essentialise à son tour ouvertement l'histoire militaire du Canada pour tenter de renforcer l'unité nationale.

Cette remilitarisation de l'identité canadienne s'accompagne d'une conception sur le recours à la force comme mode normal sinon privilégié de règlement des différends. « Comme on dit, une poignée de soldats vaut mieux qu'une tonne d'arguments », résumait le premier ministre à propos de l'intervention contre Kadhafi (Harper 2011b). Ce discours s'inscrit dans une tentative plus large des conservateurs de se dépeindre comme les champions de la sécurité, qu'illustre l'attitude du « *tough on crime* » sur la scène intérieure. Sur la scène internationale, ce paradigme de la diplomatie robuste, plus robuste que diplomatique, constitue une ligne directrice de la politique étrangère conservatrice (Chapnick 2011-2012 ; Massie et Roussel 2013). Dès 2003, en pleine crise irakienne, Stephen Harper préconisait « des méthodes plus flexibles et agressives pour promouvoir nos intérêts et nos valeurs dans le monde » et « pour parler franchement [...] la capacité de déployer le *hard power* » (Harper 2003b). Dans le discours du Trône de 2008, il réitère « que les aspirations du Canada à un monde meilleur et plus sûr doivent être soutenues par des actions vigoureuses ». Si l'option du recours à la force n'est pas propre au discours conservateur, ce dernier se singularise par une volonté de puissance. À la différence des tenants de l'internationalisme qui justifient la force dans un contexte multilatéral, les conservateurs insistent de plus sur la nécessité de rétablir « le rôle traditionnel véritable du Canada : celui de chef de file de principe dans les affaires mondiales » (Harper 2006a).

B — La juste cause et l'allié fiable dans un monde dangereux

Pour être légitime, cette conception décomplexée de l'usage de la force armée repose sur trois arguments principaux : 1) le monde est dangereux, 2) le Canada sert une juste cause et 3) il doit être un allié fiable. Le premier argument est bien connu des études de sécurité. La politique de la peur et la construction de la menace, réelle ou imaginée, constituent le mantra des « prophètes de malheur » chez certains professionnels de la sécurité (Buzan 2009 [1991] ; voir aussi l'article de Grondin dans ce numéro). La construction et la gestion des incertitudes et des angoisses – « l'âge de l'anxiété » pour reprendre le titre de

McKay et Swift – deviennent la fonction et la justification des entrepreneurs de sécurité (Bigo 2005). Le programme conservateur de 2006 prévenait : « Dans un monde de plus en plus dangereux, cette vision du *Canada d'abord* est nécessaire si nous voulons défendre notre grand territoire et trois régions océaniques » (Parti conservateur du Canada 2006). En la matière, le terrorisme, « ce conflit sans frontière » qui laisse planer « des menaces diffuses et imprévisibles » fait office d'argument d'autorité pour justifier l'agenda sécuritaire (Harper 2006a et 2008). Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, ne disait pas autre chose devant les Nations Unies : « Les attaques du 11 septembre ont servi à rappeler brutalement que le Mal existe, [...] que la liberté a des ennemis et que le venin du terrorisme radical est bien réel » (Baird 2011). Si le terrorisme est confirmé dans son statut d'« ennemi public numéro 1 », la liste noire s'est élargie à des pays tels que l'Iran ou la Libye, le règne de l'état de guerre permanent renforçant la militarisation des cœurs et des esprits au Canada.

Dans ce contexte de danger, le gouvernement doit faire preuve de conviction et de direction. « Dans un contexte mondial incertain, notre gouvernement continuera de promouvoir une politique étrangère stable et fondée sur des principes » (Gouvernement du Canada 2011). Ces principes sont guidés par la « clarté morale », à savoir la poursuite du Bien et de ce qui est juste, présentée comme une valeur cardinale de l'identité canadienne et de son action sur la scène internationale (Boucher 2013 ; Dorion-Soulié 2013). « *Notre pays se bat pour défendre ce qui est juste dans le monde* [...] plutôt que pour ce qui est populaire » (Gouvernement du Canada 2010). Preuve de cet engagement au nom des principes, l'intervention canadienne en Libye « est digne de la meilleure tradition militaire canadienne », puisque « notre pays ne fait pas la guerre par cupidité ni pour étendre son territoire [ni] pour la gloire. Le seul honneur que nous recherchons, c'est la réputation de faire le bien pour une juste cause » (Harper 2011b).

Cette référence n'est pas nouvelle en politique étrangère canadienne et rappelle celle du « bon citoyen du monde » chère à l'internationalisme (Roussel et Robichaud, 2004). Chez les conservateurs, elle est toutefois empreinte d'un messianisme, que certains n'hésitent pas à comparer au « fardeau de l'homme blanc » (McKay et Swift 2012), qui traduit par moments une vision manichéenne du monde. Rejetant toute posture de neutralité ou de médiation, le Canada se doit de défendre son camp et ses alliés, identifiés au Bien et aux valeurs universelles. Émaillé de références religieuses, ce discours « messianique » rappelle parfois ceux des saintes croisades.

Que le ciel nous préserve de reculer alors que nous sommes capables d'agir quand la voie à suivre est claire. Notre gouvernement n'est pas de ceux-là. Ce n'est pas le genre du Canada. [...] Que Dieu vous bénisse tous. Que Dieu bénisse le Canada [...] (Harper 2011b).

Cette image du soldat comme bras armé de la juste cause universelle, voire divine – que confirme la référence à Dieu dans nombre des discours du premier ministre lorsqu'il s'agit de guerre –, n'aurait sans doute pas le même écho si elle ne s'inscrivait dans un contexte où la religion est omniprésente dans la

politique du gouvernement conservateur (Audet *et al.* 2013 ; Audet et Navarro-Flores 2014 ; McDonald 2010). Quoi qu'il en soit, cette robustesse diplomatique s'est matérialisée dans la gestion de plusieurs dossiers, tels que le conflit israélo-palestinien (Binette et Courval 2014) ou le nucléaire iranien.

Une troisième dimension de la conception militariste repose sur l'idée que le Canada se doit d'être un partenaire militaire fiable en toute circonstance vis-à-vis de ses deux alliés historiques que sont le Royaume-Uni et les États-Unis. Cette posture, qui n'est pas l'apanage des conservateurs, renvoie à la notion d'anglosphère dans la culture stratégique canadienne (Haglund 2005). À aucun moment, cette position n'a semblé aussi clairement exprimée que lors de la guerre en Irak (Dorion-Soulié et Roussel 2014). Une grande majorité des députés de l'Alliance ont alors exprimé leur souhait de voir le Canada participer à l'intervention. Accusant le gouvernement Chrétien d'avoir « trahi l'histoire et les valeurs canadiennes », Stephen Harper déclare qu'« [u]n pays qui n'épouse pas la cause de ses propres amis et alliés dans un monde dangereux, mais qui pense pouvoir les utiliser et les rejeter selon son bon vouloir, [...] mettra en danger sa propre existence à terme » (Harper 2003a).

La relation avec le Royaume-Uni est constitutive de l'idée impérialiste en politique étrangère, à savoir un attachement du Canada à l'Empire britannique justifié par une origine commune qui, dans le cas de l'usage de la force armée, implique que le Canada contribue aux guerres de l'Empire ou, à tout le moins, évite des engagements internationaux susceptibles d'affaiblir ses liens avec celui-ci (Nossal, Roussel et Paquin 2007 : 233). La présence de la monarchie britannique a connu un regain de vigueur sous le gouvernement Harper, qui en a fait un élément de sa redéfinition de l'identité canadienne. En 2006, évoquant les bienfaits de la colonisation britannique dans le contexte canadien, le nouveau premier ministre insiste sur l'origine militaire de cette relation qui s'est forgée « dans les mauvais et les bons moments. [P]arfois dans les flammes de la guerre [...] et dans un nouveau conflit global » (Harper 2006c). Le règne de la Couronne a été célébré en grandes pompes à l'occasion du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II et lors des visites princières au Canada. Ce « virage monarchiste » s'est poursuivi dans de hauts lieux de la souveraineté nationale. Le portrait de la reine trône désormais en bonne place dans les ambassades canadiennes et a remplacé les tableaux du peintre québécois Alfred Pellan dans le hall d'entrée du ministère des Affaires étrangères. Les Forces canadiennes ont été repeintes aux couleurs de la monarchie avec le rétablissement de la désignation « royale » pour la marine et l'aviation (Bellavance 2012). Le guide pour les nouveaux immigrants s'est vu ajouter une section conséquente sur la monarchie (De Grandpré 2013). L'héritage de la monarchie britannique au sein de la société canadienne est un fait. L'intensité avec laquelle le gouvernement conservateur la promeut suscite, en revanche, un débat lorsqu'il s'agit de la force armée, puisque la relation entre les deux a été à l'origine de l'une des plus graves crises d'unité nationale dans l'histoire du pays.

La relation avec les États-Unis renvoie, de son côté, à l'idée continentaliste en politique étrangère, à savoir « l'ensemble des politiques visant à encourager

et à gérer l'intégration avec les États-Unis » (Nossal, Roussel et Paquin 2007 : 274 ; voir aussi Massie et Roussel 2013). Elle comprend les deux facettes, contradictoires en apparence, que sont la proximité et la distance. Au-delà de la proximité effective entre les deux pays, les responsables canadiens ont le souci constant, particulièrement en campagne électorale, de cultiver une identité nationale distincte. Stephen Harper décrit, par exemple, la guerre de 1812 comme l'un des actes fondateurs de l'identité canadienne et de la distinction vis-à-vis du voisin américain, qui « a déterminé ce que nous sommes aujourd'hui, le côté de la frontière où nous habitons et le drapeau que nous saluons » (Harper 2010). Sur le plan de la défense et de la sécurité, la relation avec les États-Unis se caractérise par une coopération sinon une intégration croissante au niveau continental et une convergence de vues, certes relative, sur le plan international. Le Canada n'a pas pour autant mis systématiquement sa force militaire au service des guerres américaines, comme le montrent les épisodes du Vietnam, de l'Irak ou du bouclier antimissile. Sur le plan rhétorique, le gouvernement Harper se montre lui aussi plus mesuré sur la question que certains tenants de la conception militariste dont le tropisme américain frôle l'obsession (Boerger 2007). Cette pudeur cache toutefois assez mal la proximité sinon l'influence entre le processus de militarisation aux États-Unis et le modèle de la nation guerrière au Canada (voir l'article de Grondin dans ce numéro). Outre le fait de rappeler que les États-Unis sont le principal et plus important partenaire du Canada, *Le Canada d'abord* préconisait une stratégie de défense somme toute proche de – et surtout hautement interopérable avec – celle des États-Unis, que confirme le choix des derniers chefs d'état-major de la Défense, les généraux Hillier, Natynczuk et Lawson, réputés proches de leurs homologues américains. L'implication enthousiaste du Canada dans les interventions en Afghanistan et en Libye n'est pas sans lien avec le rôle central qu'y jouent les États-Unis. En particulier, lorsque l'on compare l'approche canadienne lors des crises au Kosovo et en Libye, le temps des initiatives diplomatiques onusiennes du gouvernement Chrétien en 1999 semble avoir cédé la place à celui d'un alignement militaire proaméricain sous le gouvernement Harper (Massie et Brizic 2014).

La relation entre le Canada et ses deux alliés constitue, au-delà des alternances politiques, une constante de la politique étrangère canadienne quand vient le temps de recourir à la force armée. Il n'est reste pas moins que le concept d'anglosphère semble particulièrement pertinent sous le gouvernement conservateur. Bien qu'il s'en soit défendu ultérieurement, tout porte à croire que, s'il avait été au pouvoir en 2003, le Canada de Stephen Harper aurait participé à la guerre en Irak³. *A contrario*, depuis 2006, le Canada a décliné plusieurs sollicitations, comme prendre le commandement de la mission des Nations Unies au Congo démocratique ou participer directement à l'intervention au

3. À la fin de 2005, dans une lettre adressée au *Washington Times*, Harper change radicalement de discours : « Bien que j'approuve le renversement de Saddam Hussein et que j'applaudisse aux efforts pour établir la démocratie et la liberté en Irak, je n'envverrais pas les troupes canadiennes dans ce pays » (cité dans Wells 2007). Puis il affirmera en avril 2009 sur Sky News à Londres, en marge du G20, « En fin de compte, qu'elle fût juste ou non, la guerre en Irak a été une diversion de la mission centrale en Afghanistan » (cité dans Potter 2009).

Mali. Chaque fois, il est une coïncidence difficile à ne pas relever pour expliquer en partie son refus : les États-Unis et le Royaume-Uni n'y avaient pas officiellement de contingents militaires.

C — L'effort de guerre : les dollars et les héros...

Une dernière dimension de la conception militariste du gouvernement Harper concerne les capacités militaires du Canada sur les plans matériel et humain. Le programme électoral du PCC en 2006 était explicite : « Depuis des décennies, les gouvernements libéraux successifs minent et sous-financent les Forces armées canadiennes. [...] il faudra faire des investissements à grande échelle dans toutes les régions du pays afin d'améliorer la force multi-rôles et apte du combat [*sic*] du Canada » (Parti conservateur du Canada 2006 : 45). Afin de sortir de cette « décennie de noirceur », selon les mots de l'ancien chef d'état-major de la Défense (Hillier 2009), le réinvestissement en défense est indispensable pour restaurer la crédibilité du leadership militaire canadien (Harper 2011a : 4).

Si le gouvernement Martin promettait déjà de revitaliser le secteur militaire, le gouvernement Harper a eu le loisir de passer aux actes. Relativement stable depuis 2000, se fixant entre 1,1 et 1,2 en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), le budget consacré à la Défense connaît une augmentation régulière entre 2006 et 2011, où il atteint 1,5 % du PIB, soit le taux le plus élevé depuis le milieu des années 1990 (SIPRI 2012). Au budget courant annuel de la Défense s'ajoute le coût des opérations en Afghanistan et en Libye. À l'été 2011, les dépenses *supplémentaires*, c'est-à-dire qui s'additionnent à ce que la Défense aurait dépensé s'il n'y avait pas eu de mission en Afghanistan entre 2001 et 2011, révèlent une augmentation exponentielle des coûts qui s'élevaient à près de 11,3 milliards de dollars, dont près de 9 milliards déboursés directement par le ministère de la Défense nationale⁴. Ce réinvestissement connaît toutefois un sérieux ralentissement depuis 2011. Les coupes annoncées pour 2013 et les années suivantes par le gouvernement conservateur feraient passer le *ratio* du budget par rapport au PIB de 1,4 % en 2010 à 1,08 % en 2015, soit bien en deçà des prévisions établies dans la Stratégie de défense et très loin du 2 % promis par le premier ministre en 2008 (Harper 2008). À cet égard, l'analyste David Perry constate que les deux derniers budgets du gouvernement canadien avaient déjà fait des coupes de près de 10,2 % du budget de la Défense. Le *National Post* n'hésite pas à parler du spectre d'un retour à la période de noirceur (Berthaume 2013). De manière plus laconique, Bland y voit le signe que le premier ministre Harper a découvert ce que ses prédécesseurs savaient déjà, à savoir que la défense peut constituer une variable d'ajustement dans le budget national. En tout état de cause, un constat s'impose : si le gouvernement Harper a une doctrine, elle est d'abord fiscale avant d'être militaire, s'inscrivant ainsi dans une certaine

4. « Ce montant comprend les coûts estimatifs de la clôture de la mission, mais exclut les frais découlant des soins de santé et d'invalidité des anciens combattants post-2011 » (ministère de la Défense nationale, http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/news-nouvelles/2010/2010_07_09.aspx?lang=fra)

continuité par rapport aux gouvernements libéraux de Chrétien et Martin, dont il se doit d'honorer l'héritage et l'image de bon gestionnaire économique.

Au-delà du budget de la Défense, la nature de la contribution canadienne aux interventions militaires a également connu une évolution notable sous le gouvernement Harper. La participation du Canada aux conflits en Afghanistan – qui, faut-il le rappeler, a été décidée par le gouvernement Chrétien et reconduite par les gouvernements Martin puis Harper – et en Libye a confirmé l'engagement plus robuste du Canada. Massie et Brizic (2014) montrent ainsi que le Canada a totalisé près de 6 % des sorties aériennes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) lors de l'intervention en Libye, contre seulement 2 % lors de la guerre au Kosovo en 1999. Cette différence est plus marquée si l'on considère les sorties de combat, puisque les Forces aériennes canadiennes ont effectué près de 10 % des frappes militaires, contre seulement 4 % au Kosovo. En d'autres termes, la contribution canadienne lors du conflit en Libye fut proportionnellement bien plus élevée et significative en termes de combat. Cette robustesse tient assurément davantage à la nature et à l'évolution des interventions militaires qu'à l'action du gouvernement Harper, qui décide toutefois d'y participer ou non. Ce faisant, il a joint les actes à la parole et fait montre de sa vision décomplexée de l'usage de la force, que confirme son souci constant de glorifier l'image du militaire au sein de la société canadienne.

Finalement, la période Harper est marquée par une entreprise de glorification de l'image du soldat combattant, que résume bien la devise « Supportons nos troupes ». Le guide destiné aux nouveaux immigrants – un cheval de bataille des conservateurs – rappelle qu'« au Canada, le service militaire n'est pas une obligation, mais il s'agit d'une profession noble et d'un excellent choix de carrière » (De Grandpré 2013). Selon Robinson, l'une des conséquences les plus notables de la mission en Afghanistan réside dans « le retour du militarisme comme on ne l'avait jamais vu, en temps de paix au Canada, depuis la Première Guerre mondiale » (Robinson 2011). Entre autres symboles, et outre les cérémonies habituelles, un tronçon de l'autoroute 401 a été renommé « l'autoroute des héros » par le gouvernement de l'Ontario en 2007, en mémoire des Canadiens morts en Afghanistan ; des campagnes de rubans jaunes en soutien aux soldats canadiens en mission ont été lancées en 2008 ; le retour de la mission en Libye en 2011 a été salué en grande pompe. À cette occasion, le ministre de la Défense McKay déclarait aux soldats : « Vous êtes les meilleurs citoyens de notre pays. » Le conflit en Afghanistan a ainsi produit une légitimation de la figure du soldat, qui est susceptible de perdurer dans la société canadienne, exauçant en cela le souhait exprimé par plusieurs de redorer le blason de l'armée (voir l'article de Cornut et Turenne-Sjolander). Et, si le gouvernement a annoncé son appui à l'initiative de l'Institut Historica-Dominion (maintenant Historica-Canada) pour permettre à des anciens combattants de relater leur expérience dans les salles de classe, il se montre moins pressé de régler la question de leurs pensions. À cet égard, force est d'admettre que la rhétorique militariste du gouvernement conservateur peine à dissimuler une certaine marche arrière et un retour aux habitudes des gouvernements précédents lorsqu'il s'agit d'investir monétairement

en défense. Avec le discours de la « nation guerrière » et son approche décomplexée de l'usage de la force, il poursuit néanmoins son entreprise de redéfinition (conservatrice) de l'identité canadienne.

III – L'unité nationale, victime collatérale du militarisme conservateur ?

Il est évidemment peu probable que le gouvernement Harper cherche à faire de l'érosion de l'unité nationale un objectif caché de sa politique. Depuis sa première campagne électorale, Stephen Harper se dépeint comme le champion de l'unité nationale. En 2006, son « fédéralisme d'ouverture » entendait « renforcer l'unité nationale » mise, selon lui, en péril par les libéraux au Québec (Parti conservateur du Canada 2006 : 42). Après avoir reconnu que « les Québécoises et les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni » (Harper 2006b), Harper continue en 2008 de faire campagne sur l'unité nationale (Parti conservateur du Canada 2008 : 22). Si une partie de sa base électorale, à l'Ouest notamment, semble animée par une lassitude grandissante à l'endroit de la question nationale, celle-ci n'a sans doute pas eu le loisir de gagner les rangs du gouvernement conservateur avec l'élection du Parti Québécois (PQ) en 2012 et la résurrection du projet souverainiste. Stephen Harper va jusqu'à s'approprier, en partie, la déconfiture du Bloc québécois aux élections de 2011 et prend soin de préciser, malgré la déroute de ses troupes au Québec, qu'il ne tournera pas le dos à la province (Bellavance 2011b). Comme le souligne l'ancien stratège du Parti conservateur, Tom Flanagan, « les conservateurs ne peuvent se permettre de faire une croix sur le Québec, de peur de faire face à une crise d'unité nationale » (Flanagan 2011). L'ambition conservatrice de devenir le « parti naturel de gouvernement » lui impose, au contraire, de rallier autour de sa conception (conservatrice) de l'identité canadienne, au sein de laquelle l'institution militaire occupe un rôle central (Parti conservateur du Canada 2006, 2008 et 2011). Loin de rompre avec le mythe de l'unité nationale pourtant dénoncé par certains tenants du militarisme comme Bercuson et Cooper, la conception prônée par le gouvernement conservateur entend réconcilier les Canadiens avec leur « vraie » histoire nationale. Cela implique une déconstruction simultanée des récits identitaires concurrents et de son image de marque (*branding*) associés à l'internationalisme libéral. C'est à ce stade du processus que se niche l'hypothèse du dommage collatéral : l'unité nationale est la victime collatérale de l'entreprise de reconstruction identitaire des conservateurs.

La plupart des observateurs se cristallisent sur la « différence québécoise ». Comme le soulignent Massie et Boucher dans ce numéro, « s'il ne fait aucun doute que les Québécois entretiennent des rapports uniques vis-à-vis des affaires militaires [l]e débat porte plutôt sur les causes, la nature et l'ampleur de cette distinction sociétale ». Il est néanmoins nécessaire de considérer la diversité des conceptions sur le sujet dans le reste du Canada, où l'approche du gouvernement conservateur se heurte à de sérieuses oppositions au-delà du Québec. Dans un premier temps, comme plusieurs le suggèrent, il semble nécessaire d'isoler le cas de l'Alberta (Massie 2008). Après tout, c'est de cette province

que le gouvernement conservateur est réputé le plus proche et tire son socle idéologique comme sa base électorale (Boily 2013). Les résultats subséquents le démontrent, l'Alberta n'a rien à envier au Québec en termes de singularité ; la province de l'Ouest se trouve simplement à l'extrême opposé sur le spectre attitudinal. Au-delà, il semble aussi pertinent de dépasser la catégorie fourre-tout des « Canadiens anglais » ou du « reste du Canada » afin de vérifier si, sur la conception de la force armée, certaines provinces ou parties d'entre elles ne sont pas plus proches du Québec. Or, en l'occurrence, force est de constater que, loin de rassembler autour de valeurs communes, la conception minoritaire du gouvernement Harper à propos de la force armée contribue *a contrario* à accroître sinon à polariser les lignes de fracture qui divisent la société canadienne.

A — Les interventions militaires divisent

L'examen des faits révèle une première faille dans le discours militariste du gouvernement Harper. Alors que ce discours sublime la force armée comme pilier de l'action internationale et de l'unité du Canada, les interventions militaires constituent souvent une pomme de discorde au pays. Les trois conflits au cours desquels les conservateurs de Harper se sont illustrés, dans l'opposition et au pouvoir, ont révélé une division significative au regard de la participation canadienne. Le scepticisme d'une partie des Canadiens à l'égard de la force armée a ainsi refait surface et ébranlé le fragile équilibre – si tant est qu'il existe – sur ces questions.

Jamais sans doute depuis la crise de la conscription de 1917-1918, exception faite de la crise d'Octobre, l'usage de la force armée n'avait donné lieu à de tels débats. Outre la conséquence de rayer les conservateurs de la carte électorale au Québec pendant plusieurs décennies, cette crise est à l'origine de l'idée selon laquelle la participation du Canada à des conflits peut constituer un facteur de déstabilisation pour l'unité du pays. Or, lors des récents débats sur les guerres en Irak et en Afghanistan, le spectre de la division nationale – qui s'incarne le plus souvent dans la « différence québécoise » – a de nouveau hanté les dirigeants canadiens. L'opposition à la guerre en Irak va atteindre des sommets historiques au Québec. Outre les manifestations de masse à Montréal, jamais durant cette crise une majorité de Québécois n'a été favorable à une participation du Canada et seuls 10 % d'entre eux l'appuyaient juste avant la décision du gouvernement Chrétien de ne pas y participer (Haglund et Massie 2013). Certains auteurs affirment que cette mobilisation québécoise explique le refus du gouvernement Chrétien de participer à la guerre (Lachapelle 2003), ce que démentent les principaux intéressés qui admettent néanmoins *a posteriori* que cela a permis d'éviter une importante crise d'unité nationale. Sur l'Afghanistan aussi, les Québécois se sont distingués par l'ampleur de leur opposition à la guerre. Entre le printemps 2006 et la fin de la mission de combat en 2011, le soutien québécois n'a cessé de s'effriter, passant d'un peu moins de 50 % au début de cette période à moins de 20 % à la fin (Haglund et Massie 2013). Contrairement à l'épisode irakien marqué par une forte convergence de vues au sein de la société québécoise, l'érosion de l'opinion publique vis-à-vis de la guerre en Afghanistan a précédé

la volte-face de nombreux députés québécois. Ce relatif consensus des élites politiques au Canada s'est traduit par deux votes à la Chambre des communes, qui ont offert au gouvernement minoritaire conservateur la légitimité pour reconduire la mission canadienne en Afghanistan. Les citoyens canadiens se sont montrés moins unanimes que leurs élus.

Le scepticisme à l'endroit des interventions militaires est également présent dans le reste du Canada. Durant la crise de 1917-1918 déjà, les manifestations s'étendaient à l'échelle du pays et, si 98 % des Québécois enrôlés demandaient à être exemptés, c'était aussi le cas de 92 % des Ontariens (Armstrong 1998). Bien qu'ils ne permettent pas d'établir un portrait global dans le temps des attitudes régionales à l'égard de l'institution militaire, les sondages durant les conflits en Irak, en Afghanistan et en Libye révèlent des divergences notables au sein de la société canadienne (Massie 2008 ; Haglund et Massie 2013). Ils confirment, d'une part, une attitude distincte des Albertains très favorables aux orientations du gouvernement conservateur, bien au-delà des autres provinces, et, d'autre part, une division réelle dans le reste du Canada, avec des positions polarisées au sein même des provinces.

La crise en Irak constitue sans aucun doute le « moment albertain ». À l'exception des mois d'incertitude précédant l'intervention américaine, une majorité d'Albertains étaient clairement favorables à une participation canadienne, y compris sans l'ONU, dans des proportions oscillant entre 52 % et 68 %, et avec des pics à partir du début de la guerre bien supérieurs à la moyenne nationale (Haglund et Massie 2013). Cette tendance de l'Alberta à se distinguer significativement sur le front de la guerre, lorsque celle-ci implique les États-Unis ou l'OTAN, s'est confirmée avec la mission en Afghanistan. Entre octobre 2001 et février 2011, l'écart moyen entre l'Alberta et le reste du Canada (sans le Québec) était d'environ 9 points (Haglund et Massie 2013). Enfin, dans le même ordre d'idées, les électeurs conservateurs (58 %), et les Canadiens de l'Atlantique (51 %) et de l'Ouest (43 %) étaient plus susceptibles d'appuyer la mission du Canada en Libye. C'est du reste en Alberta et dans les Prairies que l'on trouvait le moins d'opposants à la participation canadienne au conflit en Libye, avec respectivement 26 % et 21 % d'opinions défavorables, contre 41 % au Québec et 39 % en Colombie-Britannique (Abacus Data Insider 2011).

Ces derniers chiffres confirment le scepticisme d'autres régions canadiennes à l'égard des interventions armées. Manifestes lors de la crise irakienne, les attitudes en Colombie-Britannique se distinguent de la moyenne nationale également lors du conflit en Afghanistan, dans des proportions oscillant entre 2,3 et 13,5 points (Massie 2008 : 38). L'écart moyen entre les positions des différentes régions tend à démontrer en parallèle que la Colombie-Britannique est souvent plus proche du Québec que de l'Alberta, et donc plus prompte à manifester un certain scepticisme quant à la participation canadienne. Cela laisse d'ailleurs présager une division plus générale au Canada sur les questions militaires, que confirme la mission en Libye en 2011, 41 % des Canadiens pensant que l'OTAN avait eu raison d'y mener des opérations militaires, contre 33 % qui pensaient qu'elle avait eu tort (Abacus Data Insider 2011).

La dernière décennie a rappelé que la participation canadienne à des interventions militaires faisait rarement consensus au-delà du soutien convenu et persistant aux troupes. Le phénomène d'« union sacrée » semble ainsi très relatif au Canada en temps de guerre. Dans ce contexte, le choix du gouvernement Harper d'instrumentaliser la participation canadienne aux interventions militaires comme pilier de sa stratégie de redéfinition de l'identité nationale semble en décalage sinon en contradiction avec ce qui fonde l'unité nationale au pays.

B — L'alignement impérial révolte

La justification et la légitimation du recours à la force constituent une autre source de division entre les thuriféraires de la nation guerrière et ses détracteurs. Les fondements idéologiques de cette opposition sont multiples et suffisamment complexes pour que l'on ne puisse s'y attarder. Selon Massie et Boucher (voir leur article dans ce numéro), l'attitude des Québécois tient moins à leur antimilitarisme présumé qu'à leur anti-impérialisme avéré. Ils ne semblent jamais aussi réticents à appuyer la participation du Canada à une intervention armée que lorsqu'ils interprètent celle-ci comme une guerre impériale. Le conflit irakien de 2003 avait ainsi nourri le ressentiment anti-impérialiste à l'endroit de la politique étrangère américaine au Québec (Haglund 2008). Comme le notent Haglund et Massie (2013), quelques mois après l'invasion de l'Irak, 44 % des Québécois (et *quand même* 34 % des Canadiens hors Québec) jugeaient que les États-Unis représentaient la principale menace pour la sécurité mondiale, loin devant Al-Qaïda. Cet anti-impérialisme se vérifie aussi pour la guerre en Afghanistan si l'on compare l'appui relatif de l'opinion au début du conflit, alors perçu en termes de lutte au terrorisme, et l'opposition à celui-ci à partir de 2006, soit une intervention armée globale des États-Unis et de ses alliés (voir l'article de Massie et Boucher). En d'autres termes, le principe de l'« allié indéfectible » alimente la suspicion du Québec lorsqu'il s'agit des États-Unis.

À l'opposé, en Alberta, la fidélité envers le voisin américain semble l'emporter sur toute autre considération pour les interventions militaires. Faisant écho aux éditoriaux enflammés du *National Post*, le premier ministre de l'Alberta avait poussé ce soutien jusqu'à envoyer une lettre d'appui au président Bush. Entre ces deux attitudes opposées, le reste du Canada semble hésitant, pris entre la réalité de son interdépendance avec les États-Unis et sa méfiance à l'égard des interventions militaires de Washington. Les guerres en Irak et en Afghanistan étayaient l'hypothèse d'un refus de l'alignement systématique sur les États-Unis et le Royaume-Uni au sein de l'opinion publique à l'extérieur du Québec (Massie 2008 : 34-36). Outre la Colombie-Britannique, l'Ontario et les provinces de l'Atlantique sont divisées sinon réservées sur ces interventions, pourtant clairement identifiées aux États-Unis pour la première et à l'OTAN pour la seconde. Ce faisant, il est permis d'interroger la prégnance d'une culture anglosphérique, dont l'alignement proaméricain serait l'un des piliers, au sein de la société canadienne, à l'exception de quelques régions comme l'Alberta (Massie 2008 ; Haglund 2005).

Au-delà des interventions militaires, l'intense promotion vis-à-vis de l'identité britannique du Canada et de sa relation spéciale avec le Royaume-Uni se heurte elle aussi au scepticisme de nombreux Canadiens. Vus du Québec, cette rhétorique monarchiste et l'attachement à l'Empire britannique dans les affaires militaires touchent une corde sensible et constituent l'une des principales épines dans la relation entre usage de la force et unité nationale. Le refus d'une majorité de Canadiens français de s'identifier et de lier leur sort à la « mère patrie », alors l'Empire britannique, est à l'origine des deux crises de la conscription en 1917-1918 et 1942-1944. Cela traduit une défiance plus générale au Québec vis-à-vis d'une identité canadienne trop teintée par la monarchie britannique. En 2011, ils étaient ainsi 65 % à ressentir de l'« indifférence » (contre un maximum de 46 % pour les autres provinces), 58 % à réclamer que « le Canada coupe tous les liens avec la monarchie britannique » et 70 % à réclamer l'abolition du poste de gouverneur général (Corbeil 2011). La question francophone suscite, à l'inverse, un certain malaise au sein des Forces canadiennes. Le ministère de la Défense s'inquiétait notamment de ce que le symbole « royal » ne provoque un rejet (et des difficultés de recrutement) au Québec et au sein des communautés francophones du Canada (Bellavance 2012 ; Castonguay 2010). « L'aviation royale, c'est l'aviation d'Angleterre. Je n'ai rien contre la royauté. Ils ne me font ni de bien ni de mal. Mais de là à avoir ça dans les noms des unités militaires... », résumait le président de l'Association des anciens combattants du Royal 22^e Régiment (Bellavance 2012).

L'attachement à la Couronne britannique est variable dans le reste du Canada également. En Alberta, ils sont 69 % à se dire attachés à la Couronne britannique, contre seulement 58 % dans le reste du Canada (Corbeil 2011). Cela n'a pas empêché le plus illustre d'entre eux, l'historien Jack Granatstein, de qualifier la décision de rebaptiser la marine et l'aviation avec le sceau « royal » de « colonialisme abject » (Yelaja 2011). De manière générale, les Canadiens ne partagent pas l'enthousiasme de leur premier ministre à l'égard de la monarchie. Plus du tiers (35 %) des Canadiens préféreraient avoir un chef d'État élu, contre seulement un sur quatre (27 %) qui souhaite demeurer au sein de la monarchie, un sur quatre (25 %) se disant indifférent. La moitié (49 %) des Canadiens affirment même qu'ils appuieraient la reprise du débat constitutionnel pour discuter de la possibilité de remplacer le monarque par un chef d'État élu (Angus Reid 2009). Ces chiffres montrent que le discours monarchiste ne trouve pas forcément écho auprès de la population canadienne, bien au-delà du Québec.

C — Soutenir les troupes, pas les dépenses

Dans le discours militariste des conservateurs, le réinvestissement dans les capacités militaires, sur les plans matériel et humain, constitue l'un des arguments les plus concrets de la redéfinition de l'identité (militaire) du Canada et l'une des mesures les plus significatives du processus de militarisation en cours. Or, on l'a dit, la réalité économique a rattrapé le gouvernement conservateur, dont l'engagement financier semble de moins en moins conforme aux promesses initiales et à sa rhétorique toujours vigoureuse.

L'appui de la société canadienne aux troupes en mission et plus généralement aux soldats semble acquis. Comme le rappellent Massie et Boucher, dans ce numéro, les Québécois manifestent depuis plusieurs décennies une opinion plutôt favorable à l'égard des soldats canadiens, confirmée durant les conflits en Afghanistan et en Libye. Ils se rapprochent, de ce fait, du reste du Canada où les soldats, en temps de guerre comme de paix, bénéficient d'une opinion largement favorable. Pour Cornut et Turenne-Sjolander, dans ce numéro, cet écho peut s'expliquer par une militarisation préexistante de la société canadienne ou, à tout le moins, une forme de socialisation vis-à-vis de l'effort de guerre. De là à conclure qu'ils épousent un patriotisme exacerbé, il y a un fossé que personne ne se hasarde à franchir. La guerre de 1812 est exemplaire à cet égard d'une ambition un peu vaine (voir l'article de Dorion-Soulié et Roussel dans ce numéro). L'enthousiasme des conservateurs s'est heurté à l'indifférence des Québécois dont les deux tiers admettaient « ne pas bien connaître cette guerre ». Concluant que « l'intérêt qu'on porte à la guerre est beaucoup plus faible au Québec parmi les francophones et les Canadiens plus jeunes », la firme TNS a recommandé à Patrimoine Canada de « faire de plus grands efforts pour sensibiliser les Québécois et les francophones à la pertinence de la guerre dans l'histoire du Québec et des Canadiens français » (Bellavance 2011a). Mais c'est surtout lorsqu'il s'agit de matérialiser l'effort de guerre sur le plan matériel et humain que le bât blesse.

En 2006, l'arrivée au pouvoir des conservateurs était synonyme de promesses d'investissements en défense et de retombées économiques pour les régions. À l'époque, une majorité écrasante d'Albertains (83 %) appuyaient cette hausse, à l'image du reste du Canada (73 %), exception faite du Québec (47 %) (Massie et Boucher dans ce numéro). En 2010, ce n'est plus le cas, puisque 41 % des Canadiens pensent qu'il faut couper dans les dépenses militaires pour réduire le déficit. Ils sont 52 % à être de cet avis au Québec, 40 % en Colombie-Britannique, 37 % en Alberta et seulement 25 % dans les provinces de l'Atlantique (CDAI 2010), ces dernières étant de loin les principales bénéficiaires *per capita* de l'activité de défense au Canada. Cette statistique soulève l'hypothèse intéressante d'un lien entre les dépenses en défense et l'appui régional. Le Québec, par exemple, n'est ni le centre de gravité ni le principal bénéficiaire de l'activité associée aux dépenses de l'armée canadienne, puisqu'il n'en reçoit que 23 %, comparativement à 52 % pour l'Ontario et à 16 % pour l'Ouest (la seule région qui connaît un rattrapage à ce chapitre), selon le ministère de la Défense nationale (contre respectivement 14 %, 66 % et 17 % selon Statistique Canada) (Bélanger *et al.* 2011). Faut-il, dès lors, s'étonner que les Québécois soient plus réticents à appuyer les budgets de la Défense ? « Pensons à nos priorités comme nation. Que voulons-nous faire avec nos impôts : financer la célébration de la guerre de 1812 et de la royauté ou financer notre culture et notre éducation ? », déclarait la première ministre québécoise. De manière générale, depuis l'accès au pouvoir des conservateurs, passé le pic des premières années, l'appui des Canadiens aux investissements en défense n'a cessé de fondre pour atteindre à peine 30 % d'opinions favorables en 2011 (Massie et Boucher dans ce numéro). La fin de la mission en Afghanistan, la gestion chaotique du dossier des F-35 et la

marche arrière du gouvernement sur les investissements en défense ne sont sans doute pas étrangères à cette érosion de l'opinion. En tout état de cause, l'attitude du gouvernement Harper confirme que le risque politique lié aux compressions budgétaires dans ce portefeuille est moindre dans la mesure où une majorité de Canadiens ne semblent pas s'en préoccuper. Si cela atteste l'engouement populaire très relatif pour la nation guerrière, cela tend-il *a contrario* à confirmer l'existence d'une culture de paix dominante au Canada ?

D — Une « culture de paix » au chevet de l'unité nationale ?

Le scepticisme d'une majorité de Canadiens vis-à-vis de la conception militariste du gouvernement Harper révèle le fossé entre le fantasme d'une nation guerrière et la « culture de paix » qui imprègne en partie la société canadienne. Bien qu'elle ne soit pas unanime et que l'on s'en réjouisse ou non, force est de constater la prégnance de certains mythes associés à l'internationalisme libéral dans la conception que les Canadiens ont de l'usage de la force (Dorn 2005 ; Thompson et Hynek 2006). Dès sa première visite à Paris, la première ministre Marois stigmatisait cette opposition : « La politique étrangère actuelle du Canada ne correspond ni à nos valeurs ni à nos intérêts. [D]epuis quelques années, les Québécois ne se reconnaissent plus dans la politique étrangère canadienne, qui tourne le dos à sa tradition d'ouverture, de médiation et de multilatéralisme » (Marois 2012). Aussi partisan soit-il, ce discours fait écho au récit pacifié de l'usage de la force auquel adhèrent une majorité de Canadiens, si l'on en croit les sondages étudiés. Ce faisant, il semble démontrer un caractère fédérateur autrement supérieur aux valeurs de la nation guerrière.

Le maintien de la paix est éclairant à cet égard. Associé progressivement au « rôle traditionnel » du Canada, ce mythe fondateur de l'internationalisme va devenir en près d'un demi-siècle un principe cardinal de l'action militaire du Canada dans le monde aux yeux de l'opinion publique (Martin et Fortmann 1995). On observe un écart moyen et constant de 5 à 10 % entre les Québécois et les Canadiens anglais dans leur appui aux opérations de paix depuis 1956 (Rousset et Boucher 2008). Si les conservateurs, le ministre Baird en tête, s'évertuent à « refermer la parenthèse » des Casques bleus (Croteau 2013), les Québécois, eux, y tiennent mordicus. Comble de l'ironie, c'est un ministre souverainiste qui se porte à la défense d'un mythe construit notamment pour préserver l'unité du pays. En février 2013, le ministre des Relations internationales du Québec, Jean-François Lisée, soulignait que « l'engagement du Canada dans des opérations de maintien de la paix [a été] longtemps le point de convergence, en matière de défense, entre l'opinion québécoise et canadienne », avant de déplorer qu'« Ottawa n'a[it] plus que dédain pour les opérations de paix et [que] cela ne l'intéresse plus » (Lisée 2013). C'est du reste notamment à partir du moment où la participation du Canada en Afghanistan fut interprétée comme une mission de combat, plutôt que de paix, que l'appui a progressivement chuté au Québec (voir Massie et Boucher dans ce numéro).

Si, depuis les années 1990, les missions de paix ont évolué vers plus de robustesse, le mythe du maintien de la paix continue de faire recette auprès d'une majorité de Canadiens. Ils étaient ainsi 43 % en 2010 à souhaiter qu'après l'Afghanistan le Canada se concentre à l'avenir exclusivement sur les missions humanitaires, point de vue partagé par 43 % de la population au Québec, 34 % en Colombie-Britannique et... 32 % en Alberta, 57 % des Canadiens étant favorables à un double rôle militaire et humanitaire (CDFAI 2010). Selon d'autres sondages, 52 % des Canadiens soutiennent que le maintien de la paix des Nations Unies – humainement délaissé par le Canada depuis le milieu des années 1990 – devrait jouer un rôle important pour les Forces canadiennes (Clark 2012). Au Canada, s'évertuer à déboulonner la statue du Casque bleu équivaut à tirer sur le pianiste, dont la mélodie permet au bruit de la fanfare militaire de passer pour harmonieuse au sein de la société. Le constat s'étend à d'autres mythes qui ont pavé la voie au récit du « paisible royaume » et à son « peuple non militaire » (Massie et Roussel 2008 : 77-79). Dans ce contexte, la nation guerrière paraît en net décalage avec certaines valeurs dominantes aujourd'hui au Canada. S'il semble difficile de conclure pour autant à la génétique d'une « culture de paix », il est en revanche possible de douter de l'existence d'une culture de guerre, sinon auprès d'une minorité de Canadiens. La question reste alors de savoir avec quelle légitimité cette dernière prétend représenter et agir au nom du Canada.

Conclusion

Dans son discours de victoire en 2006, Stephen Harper déclarait : « Gens de l'Ouest, laissez-moi vous dire une chose, et je serai très clair : l'Ouest est bien là maintenant. » Il avait également annoncé en 1998 dans un texte écrit avec Flanagan, dans *l'After Liberalism* de William Gairdner, que « l'objectif du mouvement conservateur est de faire changer l'opinion publique en même temps que les politiques publiques, et pas seulement d'élire un parti qui porte tel ou tel nom ». La première affirmation s'est indéniablement matérialisée. Si l'Ouest peut sembler une notion trop large au regard de la diversité sociopolitique de cette région, il n'est pas exagéré, en revanche, d'affirmer que l'Alberta est bel et bien présent. Dès lors, on ne saurait s'étonner de la convergence de vues entre les idées dominantes (ce qui ne signifie pas unanimes) des Albertains sur l'usage de la force et celles du gouvernement conservateur. Le second objectif – l'ambition de changer l'opinion publique – semble, en revanche, loin d'être atteint lorsqu'il s'agit des affaires militaires. En dépit du processus de remilitarisation en cours, l'effet performatif du discours conservateur au sein de la société canadienne apparaît ambivalent. Si les attitudes en Alberta et dans les Prairies font écho à cette vision, elles se distinguent souvent de manière significative, en termes de contenu ou de degré, de celles des autres provinces, où la conception militariste trouve un accueil beaucoup plus mitigé, comme l'atteste l'exemple de la Colombie-Britannique. Reste l'impact de ce processus sur l'unité nationale.

En dépit des appels à la prudence des pères fondateurs du Canada, la question de l'usage de la force armée est-elle en passe de redevenir une source de division nationale ? Il faut évidemment se garder de toute conclusion hâtive.

D'abord, l'usage de la force armée doit être replacé dans un contexte contemporain. S'il a généré de graves crises d'unité dans le passé, il est désormais dilué dans les institutions démocratiques et le processus électoral. Or, en la matière, la politique étrangère et de défense ne joue, à de rares exceptions près, qu'un rôle secondaire dans les dynamiques électorales. Ensuite, le retour au pouvoir du PQ a un effet ambivalent. Si la gouvernance souverainiste peut constituer un facteur de déstabilisation pour l'unité nationale, elle devrait sans doute inciter le gouvernement Harper à davantage de prudence, bien qu'il ait été élu « sans » le Québec. À cet égard, le gouvernement conservateur s'est évertué à consolider surtout l'unité de la droite conservatrice au Canada, en même temps que l'arrimage de l'Alberta en son sein dans un contexte où l'écho de l'aile autonomiste du Wildrose Party résonne de plus en plus fort (Boily 2013). Il n'en reste pas moins, étant donné la relation particulière que la société canadienne entretient avec l'usage de la force, que la conception militariste portée par les conservateurs recèle les germes de la division, bien au-delà du Québec. En instrumentalisant l'institution militaire au cœur de son entreprise de redéfinition de l'identité canadienne, cette conception prône des valeurs qui divisent plutôt qu'elles ne rassemblent la société canadienne. Dans ce contexte, on assiste bel et bien à une résurgence du « côté obscur » de la force armée, qui n'a paradoxalement que peu à voir avec l'attitude des militaires eux-mêmes. À ce chapitre, Stephen Harper, qui se présentait comme le champion de l'unité nationale, pourrait en devenir le fossoyeur.

David MORIN

École de politique appliquée
Université de Sherbrooke
2500, boulevard de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
david.morin4@USherbrooke.ca

Bibliographie

- ABACUS DATA INSIDER, 2011, *Canadians Split Over Mission in Libya*, Abacus Data National Poll, 23-24 juin.
- ANGUS REID, 2009, *La monarchie. Le tiers des Canadiens veulent un chef d'État élu ; un sur quatre est satisfait de la monarchie*. Sondage de l'opinion publique canadienne, 31 octobre.
- ARMSTRONG Elizabeth H., 1998, *Le Québec et la crise de la conscription, 1917-1918*, Montréal, VLB.
- AUDET François et Olga NAVARRO-FLORES (soumis pour évaluation), « Virage dans la gestion de l'aide canadienne publique au développement : tensions et dynamiques » dans D. MORIN et S. ROUSSEL (dir.), *Canadian Foreign Policy Journal*.
- AUDET François, Francis PAQUETTE et Stéphanie BERGERON, 2013, « Religious Nongovernmental Organisations and Canadian International Aid, 2001-2010 : A Preliminary Study », *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, vol. 34, n° 2 : 291-320.
- AXWORTHY Lloyd, 2004, *Navigating a New World. Canada's Global Future*, Toronto, ON, Vintage Canada.
- BAIRD, John, 2011, *Discours du ministre des Affaires étrangères du Canada, l'honorable John Baird, à l'Assemblée générale des Nations Unies*, New York, NY, 26 septembre.

- BÉLANGER Yves, Aude-E. FLEURANT, Marc-André HOULE, Yannick QUÉAU, Diane ROUSSEL et Stéphane ROUSSEL, 2011, *Québec, Canada, Amérique : Nouvelle dynamique au sein de l'économie de défense*, Montréal, Observatoire de l'économie politique de défense.
- BELLAVANCE Joël-Denis, 2011a, « 200^e de la guerre de 1812 : les Québécois peu intéressés par les festivités », *La Presse*, 1^{er} octobre.
- BELLAVANCE Joël-Denis, 2011b, « Harper croit qu'il a contribué à la déroute du Bloc », *La Presse*, 25 novembre.
- BELLAVANCE Joël-Denis, 2012, « Retour du mot "royal" : le gouvernement Harper craignait la réaction des Québécois », *La Presse*, 13 avril.
- BERCUSON David J., 2001, « What Can Canada Actually Do ? Sharing Signals Intelligence Hardly Qualifies as "Sending Troops" », *National Post*, 8 octobre.
- BERCUSON David J., 2003, « Restore Canada's Hard Power Assets Series : Foreign Fields », *National Post*, 9 septembre.
- BERCUSON David J. et Barry COOPER, 1991, *Deconfederation. Canada Without Quebec*, Toronto, ON, Key Porter Books.
- BERCUSON David J. et Barry COOPER, 1994, *Derailed. The Betrayal of the National Dream*, Toronto, ON, Key Porter Books.
- BERTHAUME Lee, 2013, « Harper's Government's Defence Spending Cuts Raise Spectre of Another "Decade of Darkness" », *National Post*, 20 mars.
- BIGO, Didier, 2005, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurité », *Cultures et conflits*, n° 58 : 53-101.
- BINETTE Pierre et Philippe DE COURVAL (soumis pour évaluation), « Solidarité ou solitude ? L'évolution de la politique étrangère canadienne au Conseil des droits de l'Homme », dans D. MORIN et S. ROUSSEL (dir.), *Canadian Foreign Policy Journal*.
- BOERGER Anne, 2007, « Rendre au Canada sa puissance. La politique étrangère et de défense canadienne vue de l'Ouest », dans F. BOILY (dir.), *Stephen Harper. De l'école de Calgary au Parti conservateur*, Québec, Les Presses de l'Université Laval : 121-146.
- BOILY Frédéric, 2013, *La droite en Alberta. D'Ernest Manning à Stephen Harper*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- BOUCHER Jean-Christophe, 2013, « The Responsibility to Think Clearly : The Realist Internationalism of the Harper government (2006-2011) », dans H. A. SMITH et C. TURENNE SJOLANDER (dir.), *Canada in the World. Internationalism in Canadian Foreign Policy*, Toronto, ON, Oxford University Press : 53-70.
- BUZAN Barry, 2009 [1991], *People, States & Fear*, 2^e éd., Colchester, R.-U., ECPR Press.
- CANADIAN DEFENCE AND FOREIGN AFFAIRS INSTITUTE, 2010, « The Future of the Canadian Military After Afghanistan », Rapport d'un sondage mené pour le compte du CDFAI par l'Innovative Research Group, mars.
- CASTONGUAY Alec, 2010, « Malaise francophone dans la marine canadienne », *Le Devoir*, 3 juin.
- CHAPNICK Adam, 2011-2012, « A Diplomatic Counter-Revolution. Conservative Foreign Policy, 2006-2011 », *International Journal*, hiver : 137-154.
- CLARK Campbell, 2012, « Canadians Pick Peacekeeping over Combat », *Globe and Mail*, 23 août.
- COHEN, Andrew, 2004, *While Canada Slept : How We Lost Our Place in the World*, Toronto, ON, McClelland Stewart.
- COOPER Barry, 2009, *It's the Regime, Stupid ! A Report From the Cowboy West on Why Stephen Harper Matters*, Toronto, ON, Key Porter Books.
- CORBEIL Michel, 2011, « Visite royale : le Canada crie hurra, le Québec dit bof », *Le Soleil*, 29 juin.
- CROTEAU Martin, 2013, « John Baird : Sus à la médiation et aux Casques bleus », *La Presse*, 9 janvier.
- DE GRANDPRÉ Hugo, 2013, « La reine, la Défense et le mariage dans un nouveau guide pour les immigrants », *La Presse*, 2 avril.
- DORION-SOULIÉ Manuel, à paraître 2013, « Le Canada et le monde vus de l'Ouest : la politique étrangère de David Bercuson et Barry Cooper », *Revue canadienne de science politique / Canadian Journal of Political Science*.

- DORION-SOULIÉ Manuel et Stéphane ROUSSEL (soumis pour évaluation), « Le baptême du feu : Stephen Harper, la guerre en Irak et l'émergence du néocontinentalisme », dans D. MORIN et S. ROUSSEL (dir.), *Canadian Foreign Policy Journal*.
- DORN Walter A., 2005, « Canadian Peacekeeping : Proud Tradition, Strong Future ? », *Canadian Foreign Policy*, vol. 12, n° 2 : 7-32.
- ENGLER Yves, 2012, « Militarism on Rise in Conservative Canada », *iPolitics*, 27 juillet.
- FITZSIMMONS Daniel, 2008-2009, « Boy Scouts No Longer : A Sociological Institutional Analysis of the Canadian Forces », *Inovations : A Journal of Politics*, vol. 8.
- FLANAGAN Tom, 2011, « The Emerging Conservative Coalition », *Options politiques*, juin-juillet.
- GOVERNEMENT DU CANADA, 2008, *Discours du Trône*, Ottawa, ON, 19 novembre.
- GOVERNEMENT DU CANADA, 2010, *Discours du Trône*, Ottawa, ON, 3 mars.
- GOVERNEMENT DU CANADA, 2011, *Discours du Trône*, Ottawa, ON, 3 juin.
- GRANATSTEIN Jack L., 1999, *Who Killed the Canadian Military ?*, Toronto, ON, Harper Perennial.
- GRANATSTEIN Jack L., 2007, *Whose War Is It ? How Canada Can Survive in the Post-9/11 World*, Toronto, ON, Harper Perennial.
- HAGLUND David G., 2005, « Relating to the Anglosphere : Canada, "Culture", and the Question of Military Intervention », *Journal of Transatlantic Studies*, vol. 3, n° 2 : 179-198.
- HAGLUND David G., 2008, « French Connection ? Québec and Anti-americanism in the Transatlantic Community », *Journal of Transatlantic Studies*, vol. 3, n° 2 : 179-198.
- HAGLUND David G., 2009, « And the Beat Goes On : Identity and Canadian Foreign Policy », dans R. BOTHWELL et J. DEAUDELIN (dir.), *Canada Among Nations 2008. 100 Years of Canadian Foreign Policy*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press : 343-367.
- HAGLUND David G. et Justin MASSIE, à paraître, « Southern (Over) Exposure ? Québec and the Evolution of Canada's Grand Strategy », dans S. GERVAIS et al. (dir.), *Québec and the World : Foundations, Regions, Actors & Issues*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- HARPER Stephen, 2003a, Discours à la Chambre des communes, 37^e législature, 2^e session, 20 mars.
- HARPER Stephen, 2003b, « A Departure From Neutrality », *National Post*, 23 mai.
- HARPER Stephen, 2006a, *Allocution prononcée devant le B'nai Brith à l'occasion de la remise de prix*, Ottawa, 18 octobre.
- HARPER Stephen, 2006b, *Le PM déclare que les Québécois et les Québécoises forment une nation au sein d'un Canada uni*, Ottawa, ON, 22 novembre.
- HARPER Stephen, 2006c, *Address by the Prime Minister at the Canada-UK Chamber of Commerce*, Londres, 14 juillet.
- HARPER Stephen, 2008, *Le PM présente une motion révisée sur l'avenir de la mission du Canada en Afghanistan*, Ottawa, ON, 21 février.
- HARPER Stephen, 2010, *PM participe à l'inauguration des travaux du projet du bicentenaire de la guerre de 1812*, Ottawa, ON, 21 mai.
- HARPER Stephen, 2011a, *Prime Minister Stephen Harper's 2011 Convention Speech*, 16 juin.
- HARPER Stephen, 2011b, *Le PM remercie les membres des Forces armées canadiennes pour les efforts qu'ils déploient pour protéger les civils en Libye*, Ottawa, ON, 1^{er} septembre.
- HARPER Stephen, 2011c, *Le PM rend hommage aux troupes qui ont servi en Libye*, Ottawa, ON, 24 novembre.
- HILLIER Rick, 2009, *A Soldier First : Bullets, Bureaucrats and Politics of War*, Scarborough, ON, HarperCollins.
- HOLLOWAY Steven Kendall, 2006, *Canadian Foreign Policy. Defining the National Interest*. Peterborough, ON, Broadview Press.
- HOLSTI Kal J., 1990, « L'État et l'état de guerre », *Études internationales*, vol. 21, n° 4 : 705-717.
- KOWERT Paul A., 1999, « National Identity: Inside and Out », dans G. CHAFETZ et al. (dir.), *The Origins of National Interests*, New York, NY, Frank Cass : 1-34.
- LACHAPPELLE Guy, 2003, « Pourquoi le gouvernement canadien a-t-il refusé de participer à la guerre en Irak ? », *Revue française de science politique*, vol. 53, n° 6 : 911-927.
- LISÉE Jean-François, 2013, *Le Québec. Des ambitions mondiales*, discours prononcé devant le CORIM, Montréal, 11 février.
- MACKAY Peter, Julian FANTINO et Steven BLANEY, 2012, « The Conservative Record Strengthening Canada's Military », *National Post*, 19 juin, A8.

- MAROIS Pauline, 2012, *Notes pour une allocution de la première ministre du Québec*, Institut français des relations internationales, Paris, 16 octobre.
- MARTIN Pierre et Michel FORTMANN, 1995, « Canadian Public Opinion and Peacekeeping in a Turbulent World », *International Journal*, vol. 50, n° 2 : 370-400.
- MASSIE Justin, 2008, « Regional Strategic Subcultures : Canadians and the Use of Force in Afghanistan and Iraq », *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 14, n° 2 : 19-48.
- MASSIE Justin, Jean-Christophe BOUCHER et Stéphane ROUSSEL, 2010, « Hijacking a Policy? Assessing Quebec's "Undue" Influence on Canada's Afghan Policy », *American Review of Canadian Studies*, vol. 42, n° 2, 259-275.
- MASSIE Justin et Darko BRIZIC (soumis pour évaluation), « Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo », dans D. MORIN et S. ROUSSEL (dir.), *Canadian Foreign Policy Journal*.
- MASSIE Justin et Stéphane ROUSSEL, 2008, « Au service de l'unité : le rôle des mythes en politique étrangère canadienne », *Canadian Foreign Policy*, vol. 14, n° 2 : 67-93.
- MASSIE Justin et Stéphane ROUSSEL, 2013, « The Twilight of Internationalism ? Neocontinentalism as an Emerging Dominant Idea in Canadian Foreign Policy », dans H. A. SMITH et C. TURENNE SJOLANDER (dir.), *Canada in the World. Internationalism in Canadian Foreign Policy*, Toronto, on, Oxford University Press : 36-52.
- MCDONALD, Marci, 2010, *The Armageddon Factor. The Rise of Christian Nationalism in Canada*, Toronto, ON, Random, House Canada.
- MCKAY Ian et Jamie SWIFT, 2012, *Rebranding Canada in an Age of Anxiety*, Toronto, ON, Between the Lines.
- MCRBERTS Kenneth, 1997, *Misconceiving Canada. The Struggle for National Unity*, Toronto, ON, Oxford University Press.
- MÉRAND Frédéric et Antoine VANDEMOORTELE, 2009, « L'Europe dans la culture stratégique canadienne, 1949-2009 », *Études internationales*, vol. XL, n° 2, juin : 241-259.
- NOSSAL Kim Richard, 2013, « The Liberal Past in the Conservative Present : Internationalism in the Harper Era », dans H. A. SMITH et C. TURENNE SJOLANDER (dir.), *Canada in the World. Internationalism in Canadian Foreign Policy*, Toronto, ON, Oxford University Press : 21-35.
- NOSSAL Kim Richard, Stéphane ROUSSEL et Stéphane PAQUIN, 2007, *Politique internationale et défense au Canada et au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- PARTI CONSERVATEUR DU CANADA, 2006, *Changeons pour vrai. Programme électoral du Parti conservateur du Canada 2006*.
- PARTI CONSERVATEUR DU CANADA, 2008, *Un Canada fort et libre. Le plan de Stephen Harper pour les Canadiens*.
- PARTI CONSERVATEUR DU CANADA, 2011, *Ici pour le Canada. Le plan Harper : maintenir les taxes et les impôts bas pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois*.
- POTTER Andrew, 2009, *Changing Heart, Changing Mind*, Maclean's, 1er avril.
- REMPEL Roy, 2006, *Dreamland : How Canada's Pretend Foreign Policy Has Undermined Sovereignty*, Kingston, ON, Queen's University, Breakout Educational Network.
- ROBINSON Paul, 2011, « The Afghan War Has Altered Canada's Values », *Ottawa Citizen*, 6 juillet, A11.
- ROUSSEL Stéphane (dir.), 2007, *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, Montréal, Athéna.
- ROUSSEL Stéphane et Jean-Christophe BOUCHER, 2008, « The Myth of the Pacific Society : Quebec's Contemporary Strategic Culture », *American Review of Canadian Studies*, vol. 38, n° 2 : 165-187.
- ROUSSEL Stéphane et David MORIN, 2007, « Les multiples incarnations de la culture stratégique et les débats qu'elles suscitent », dans S. ROUSSEL (dir.), *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, Montréal, Athéna : 17-42.
- ROUSSEL Stéphane et Chantal ROBICHAUD, 2004, « L'État postmoderne par excellence ? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada », *Études internationales*, vol. 35, n° 1 : 149-170.
- SMITH Heather A. et Claire TURENNE SJOLANDER (dir.), 2013, *Canada in the World. Internationalism in Canadian Foreign Policy*, Toronto, ON, Oxford University Press.

- STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE, 2012, *SIPRI Military Expenditure Database*.
- THOMPSEN Robert C. et Nikola HYNEK, 2006, « Keeping the Peace and National Unity : Canada's National and International Identity Nexus », *International Journal*, vol. 61, n° 4 : 845-858.
- TILLY Charles, 2000, « La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé », *Politix*, vol. 13, n° 49 : 97-117.
- WELLS Paul, 2007, *Stephen Harper's Twisted Walk Back on Iraq*, *Maclean's*, 29 janvier.
- WHYTE Kenneth, 2011, « In conversation : Stephen Harper », *Maclean's*, 5 juillet.
- WOODWARD Bob, 2003, *Bush s'en va-t-en guerre*, Paris, Denoël.
- YELAJA Prithi, 2011, *Royal Military Renaming Slammed as Colonial Throwback*, CBC News, consulté le 12 juillet 2013.